

RIGORISME CATHOLIQUE ET VIE CHRÉTIENNE

Les frustrations de catholiques engagés ont été, ces dernières décennies, à la mesure des espérances ouvertes par le concile Vatican II. En cette fin de règne des deux principaux « chefs » de l'Église, le pape Jean-Paul II et le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, la question se pose d'une possible relance. De grands projets inspirés de l'Évangile sont proclamés, mais il est bien vrai que Rome ne se fait pas en un jour et qu'il faut « laisser le temps au temps » et à cette humanité si diverse qui constitue le peuple de Dieu. Par où suggèrera-t-on que commence un nouvel *aggiornamento*? Si l'immédiat doit préparer l'essentiel, mais que l'essentiel n'est pas encore à notre portée, on demandera d'au moins lever ce qui s'oppose à des évolutions. Il y en aura de mauvaises? Oh que oui, mais l'Évangile ne recommande-t-il pas de laisser pousser l'ivraie jusqu'à ce que le blé murisse? Peut-être l'Église pourrait-elle faire quand même un peu confiance en l'Esprit?

PAR PAUL LÖWENTHAL

« Satan est le sujet de la structure. » René Girard

La perspective d'un renouvellement des principaux dirigeants du Vatican relance la question, autrement importante, des enjeux à affronter par l'Église au cours des prochaines années. Il ne s'agit pas seulement de reposer les questions les plus fondamentales ou de répéter nos indignations les plus pressantes, même si elles doivent nécessairement trouver leur place. Il s'agit de les articuler afin d'identifier des priorités : le plus urgent en vue de l'essentiel.

Le point de départ de mon interrogation sera assez peu contesté. La sécularisation et la déchristianisation de nos sociétés économiquement avancées y rendent le monde catholique minoritaire. Et la contestation interne à l'Égli-

se romaine rend le monde catholique de moins en moins influent — ce qui n'est pas la même chose et qui s'ajoute. La laïcité a été créée au nom de la libre pensée, mais certains de ses courants, non contents de la... sacro-sainte séparation entre l'Église et l'État, voudraient brider la liberté d'expression sous prétexte de respecter la « neutralité » laïque. Et c'est l'Église catholique, l'Église officielle en tout cas, qui est sur la défensive. C'est là un état paradoxal pour une foi prosélyte dans une société prétendument tolérante!

À ceux qui la regardent de l'extérieur et qui la comprennent fort mal, l'Église catholique donne l'image d'une hiérarchie rigide régnant, sans plus les gouverner, sur des fidèles qui sont discrets jusqu'à en paraître honteux. Vue de l'intérieur, l'Église est bien plus colorée — mais c'est un patchwork. Des diagnostics sont proposés, qui sont bien plus riches que la lecture partielle que je proposerai. Ils concluent fatalement — sinon, ils pècheraient contre la foi et l'espérance! — par une note d'optimisme et une mise en route.

Mais quelle route? Ma thèse, qui ne se veut pas originale, reposera sur un diagnostic institutionnel: l'Église post-tridentine est finie. La constatation me paraît heureuse, mais la prise de conscience est refoulée et, dès lors, la conversion est lente vers un nouveau mode d'être qui n'est pas défini. Là est l'exigence, à plus ou moins long terme. En attendant, il faut au moins renoncer à ce qui, dans l'organisation ecclésiale et même dans la doctrine, relève toujours des réflexes les plus contestables de la Contre-Réforme et bride un renouveau chrétien. Cette priorité rejoint heureusement ce qui s'est déjà révélé possible, du moins à la base: les hiérarchies locales ne se voient pas consentir un grand pouvoir d'innover, mais elles peuvent, discrètement peut-être, résister, tempérer, permettre, sinon soutenir, voire susciter.

LA CONTRE-RÉFORME EST FINIE

L'Église post-tridentine (le concile de Trente s'est tenu à Trente, dans l'Adige, de 1545 à 1563) est finie. Finie plutôt qu'achevée: la Contre-Réforme catholique fut « réforme », nécessaire, bienvenue et réalisée; elle fut hélas aussi « contre » — et si profondément qu'elle a construit un glacis. Cela se fit contre la réforme protestante, bien sûr, contre une théologie jugée cérébrale et individualiste — et vive l'exubérance baroque, la débauche du culte marial et des saints, ou les manifestations les plus naïves de la religiosité populaire. Mais on voulut aussi une rigueur doctrinale et une discipline, qui obligent tous ceux qui adhèrent à l'Église catholique: on avait l'exclusion facile, en ces temps-là... Elle s'est aussi prononcée contre l'humanisme moderne et sa proclamation, jugée orgueilleuse, de l'autonomie de la raison humaine.

Ainsi conditionnée par les contingences — elle qui n'est pas du monde et vise à l'éternité —, l'Église catholique romaine a développé ou exacerbé des réflexes, un style, une démarche intellectuelle et un mode de fonctionnement qui la mettent décidément en conflit avec le monde, même chrétien, d'aujourd'hui.

Quand il s'exprime sur les fondements, le magistère ne dit pas autre chose. *De Nostra Aetate* de Pie XII, qui libéra l'exégèse biblique dès les années trente, à *Fides et ratio* de Jean-Paul II, qui libéra toute recherche théologique voici une dizaine d'années, l'autonomie de la raison humaine est clairement affirmée. Celle du discernement moral, qui en est corollaire, ne l'est pas encore... C'est que la pratique ne suit guère les principes et que, face aux interpellations dont elle est l'objet, l'Église se cabre et se met en porte-à-faux, non seulement avec le monde comme il va, mais aussi avec une proportion croissante de chrétiens qui se veulent loyaux mais dont la foi, l'espérance et la charité s'accommodent de moins en moins de ce style, de ces réflexes, de cette démarche et de ce fonctionnement ecclésiaux.

Nous pouvons les caractériser par autant de « ismes » : dogmatisme, traditionalisme, antimodernisme, cléricalisme, centralisme, moralisme, juridisme¹. Et c'est cela, l'excès caricatural de démarches initialement légitimes, qu'il faudrait dépasser au plus tôt. Cette « dé-construction » de l'intérieur semblera négative et dramatiquement en retrait par rapport à l'ambition qui entend donner suite au sens et à la pertinence des Évangiles aujourd'hui, mais il faut défricher avant de semer, et les mauvaises herbes sont tenaces.

DOGMATISME

Le christianisme n'est pas une doctrine. Il est foi et non seulement croyance. Il est espérance et non seulement conviction. Il est charité, initiative de solidarité et d'action et non seulement observance. Il est vie. Cela n'empêche pas la doctrine : elle est légitime et elle est nécessaire. Mais elle est et ne saurait être qu'interprétation, inspirée mais humaine. La Vérité sera aussi absolue qu'on voudra, la connaissance que nous en avons ne l'est pas. Inspirée tant qu'on voudra, elle est contingente à nos modes de pensée : c'est une évidence historique, qui n'épargne pas le dogme. Corrélativement, la doctrine est du magistère mais aussi, éminemment, des théologiens et aussi, essentiellement, des baptisés qui la « prouvent en marchant ». Elle est foisonnante, donc multiple. Elle est fragile : les grands théologiens du passé nous semblent tout à fait exotiques. Et surtout, elle est subordonnée à la foi vivante.

La doctrine est seulement « de » la foi, qui est première et qui est de tous les baptisés, et des saints plutôt que des savants. Le magistère fustige l'orgueil de l'humanisme : n'y en a-t-il pas autant à se croire relié à l'Esprit saint par une ligne directe sans parasites ? L'humanité du magistère ne fait aucun doute pour les baptisés, qui ont cessé de croire (et à qui la faute ?) qu'une compétence philologique, historique ou philosophique, dont Rome n'a au demeurant ni le monopole ni même l'excellence, suffise à garantir une compétence de foi, d'espérance ou de charité. Il est essentiel que la hiérarchie reconnaisse la légitimité de la foi vivante et se mette à son écoute ; il est urgent qu'elle renonce à la brider là où elle s'exprime, fût-ce maladroitement.

¹ Mais ni un fondamentalisme ni un intégrisme : cela vaut d'être noté.

TRADITIONALISME

La doctrine catholique reconnaît deux sources d'inspiration : les Écritures et la Tradition, mais elle privilégie les Écritures. Cette tradition de première main est *norma normans* (norme normante) là où la tradition ultérieure n'est que *norma normata* (norme normée).

Pourtant, l'Église officielle, secouée par la Réforme, par le rationalisme et par l'éclatement des spiritualités en son sein, se raccroche surtout à sa tradition. Quand la Congrégation pour la doctrine de la foi (que je citerai souvent, parce qu'elle tend à tout régir) prend position, elle le fait en remontant à ses sources : « Les pères de l'Église ont écrit, saint Thomas d'Aquin enseigne, le concile de Trente a promulgué, le pape Pie XII rappelle dans son encyclique, le concile a estimé, le pape actuel a confirmé — bref, il est de doctrine constante de l'Église que... » que l'opinion du magistère actuel est la (seule) bonne !

Et cela ne fait qu'empirer. Le pontificat actuel a proposé un catéchisme universel dont le synode des évêques (pas une bande de gauchistes...) refusa la première mouture parce que les citations de l'Écriture venaient seulement appuyer l'état actuel de la Tradition. Et Rome se réclame de plus en plus souvent de normes générales couvertes par l'infailibilité pontificale, pour décréter que ses décisions sont « définitives et irréversibles ». Vanité des vanités...

Au lieu que, dans l'Église-qui-n'est-pas-à-Rome, chrétiens et théologiens comme bien des pasteurs, se mettent d'abord à l'écoute de l'autre : l'autre nous-même dans sa vérité profonde, l'autre prochain dont nous nous reconnaissons responsable, l'Autre dont l'Esprit nous inspire. Là sont les forces vives de l'Église, dans sa liberté créatrice et engagée². Il est essentiel que la hiérarchie leur fasse confiance et leur donne audience et parole, ainsi qu'à l'Esprit qui les anime. En attendant d'en être capable, il faut au moins qu'elle cesse de les brider, même si les libertés font peur, et non sans raisons.

ANTIMODERNISME

Intellectuellement, la frilosité à l'endroit de la modernité est un corollaire de ce qui précède. Institutionnellement, elle a fait peser une chape de plomb sur les meilleurs esprits. Tout responsable, pastoral ou autre (les recteurs d'université, par exemple), a dû signer le trop célèbre « serment antimoderniste ». Les objections antimodernistes se sont décantées et ce n'est plus vraiment là qu'est la difficulté, mais l'attitude répressive demeure : les nouveaux promus devraient signer, aujourd'hui encore, un serment d'allégeance stricte aux convictions romaines dans les matières réputées sensibles (on a les priorités qu'on se donne...) : mariage des prêtres et sacerdoce des femmes, contraception...

² Ce qui n'est pas « le devoir d'obéissance dans les matières non obligatoires » cher au cardinal Ratzinger...

Alors que les pasteurs devraient surtout apprendre à interpréter les signes des temps et du mal que l'humanité se fait à elle-même, apprendre à relire « à plusieurs qui veulent faire Église particulière et universelle » le sens des Évangiles, à partir des plus petits et de l'humanité oubliée, violente, abolie, auxquelles Jésus a rendu toute leur dignité.

CENTRALISME

L'idée d'une Vérité transcendante mais dont l'énoncé varierait est une idée récente et qui dérange encore. Parce que l'Église a pensé l'absolu comme un, intangible et intemporel, elle a longtemps imposé une lecture unique des Écritures. Esprits fertiles et moins frileux, les meilleurs théologiens — y compris le sacro-saint Thomas d'Aquin! — ont souvent eu des difficultés avec Rome avant d'être reconnus. Ils étaient rarement à Rome, en tout cas, qui n'en imposait pas moins sa vérité comme étant la Vérité. Le magistère a tendance à confondre la foi, dont le noyau révélé lui est confié en dépôt, et la doctrine de la foi, humaine celle-ci.

On ne niera pas l'utilité d'une instance centrale qui serve l'unité — en « gardant l'église au milieu du village » —, mais on n'oubliera pas que la foi n'est pas une certitude, mais une grâce que nous sommes invités à recevoir librement: l'unité des chrétiens doit être promue et non imposée. Et comme nous avons varié dans l'histoire, nous pouvons varier dans l'espace: les règles de l'Église latine, qu'il s'agisse de sacrements, de rites, de morale ou de discipline, ne conviennent pas au monde entier et leurs modalités concrètes sont, le plus souvent, assez éloignées des principes fondateurs pour pouvoir être relativisées et acculturées. Rome en approuve le principe du bout des lèvres et elle l'accepte même depuis longtemps, par exemple en faveur des catholiques de rite oriental. Mais ce n'est jamais là que résignation, puisqu'elle s'y refuse partout où elle le peut³.

Si la foi est vie, elle s'exprimera dans les mots et des actes qui traduisent ce qu'elle ressent, de façon plus ou moins poétique, symbolique ou rationnelle: ni plus ni moins que la théologie officielle elle-même au gré des siècles, en fonction de l'évolution de la philosophie ou des sciences humaines. La vérité, ineffable, sera toujours au-delà. Elle traduira son espérance en termes plus ou moins individuels ou collectifs, immanents ou transcendants: la vérité, inconnaissable, sera toujours au-delà. Et elle incarnera sa charité par des voies plus ou moins exigeantes ou spontanées, inconditionnelles ou efficaces: la vérité, immédiatement inaccessible, les engloberait toutes. Bien sûr, nous nous tromperons. Souvent et gravement. Mais provisoirement et pas tous ensemble: là est la promesse d'infaillibilité qui nous est faite. Il faut donc faire confiance à l'Esprit, qui souffle où il veut. Il est

³ Dans un autre registre, on ne niera pas l'utilité d'une autorité ecclésiale centrale, capable d'affronter les pouvoirs temporels: tout au long de son histoire, la papauté a puissamment contribué à préserver l'autonomie de l'Église face aux princes. L'utilité existe aussi à usage interne et les protestants reconnaissent aujourd'hui les vertus d'un centre d'autorité, qui leur manque.

essentiel que la hiérarchie retrouve cette confiance. En attendant, elle doit au moins lever sa méfiance systématique à l'égard du peuple de Dieu, laïcs compris et y compris dans les affaires ecclésiales⁴.

CLÉRICALISME

En dépit de l'usage des mots traditionnels de « prêtre » ou de « sacerdoce », les ministères ordonnés chrétiens relèvent d'un ministère — mot qui renvoie à un service. Le magistère ne dit rien d'autre, mais il conçoit son service à la manière du Grand Inquisiteur de Dostoïevski⁵. Contrairement à la primitive Église, qui prit soin d'utiliser des mots différents du sacerdoce sacré juif, l'Église de la chrétienté médiévale et celle de l'ère moderne ont — pour des raisons bien différentes mais ici convergentes — assis l'autorité et le pouvoir des clercs. Ministres sacramentels, prophètes de la radicalité évangélique, serviteurs de l'unité, les prêtres et les évêques, donc aussi et suprêmement le pape, sont devenus les directeurs en toute matière d'intérêt ecclésial ou moral. Même dans les tâches les plus profanes, comme les rapports avec les pouvoirs politiques ou la gestion financière.

Nous n'en sommes certes plus à Pie X, distinguant les pasteurs de leur « troupeau docile ». Les laïcs se sont émancipés, le magistère, de *Gaudium et spes* à *Fides et ratio*, a accepté puis proclamé lui-même l'autonomie de la raison humaine et la mission, donc la responsabilité, des laïcs dans le monde. Mais l'évolution va au-delà — non sans tensions. En théologie, jadis chasse gardée des prêtres et des religieux, les laïcs, femmes et hommes, sont de plus en plus nombreux, et ils s'expriment plus librement que les clercs soumis à la discipline ecclésiastique. Et les laïcs qui se trouvent engagés dans des institutions d'Église et, à ce titre, confrontés avec d'autres milieux et d'autres autorités, sont amenés à prendre les libertés sans lesquelles leur responsabilité ne saurait s'exercer. Dispersées, controversables, ces libertés font désordre — et elles font peur à celles et ceux qui ont la responsabilité de l'Église et de son unité. Car l'unité n'est pas donnée. Elle est un mirage lorsqu'elle fait l'impasse sur toute possibilité de débat public à partir des situations diverses qui sont vécues et en vue des vocations humaines diverses qui sont poursuivies. Et surtout lorsque, savante et sage, elle décourage, par souci de rigueur, l'élan qui pousse des chrétiens sincères à donner la parole aux petits et aux simples, à qui la Parole est pourtant promise.

La conséquence est que, ici comme en d'autres matières, la pratique a peine à suivre les principes. L'envoi des laïcs dans le monde reçoit pour corollaire l'abandon de l'Église aux clercs. Non que les laïcs ne puissent y agir, prendre des initiatives et des responsabilités : au contraire, mais sous l'autorité des clercs. Ce qui n'empêche pas que les clercs et leur hiérarchie se mêlent de

⁴ Signalons le document « Pratiquer la démocratie dans l'Église? » émis par le Conseil interdiocésain des laïcs et disponible sur son site <www.cil.be>.

⁵ Dans *Les Frères Karamazov*, une satire de l'Église catholique qui n'a pas perdu toute actualité.

tout, dans le monde. Ce qui conduit les non-catholiques — mais aussi Rome... — à désigner le pape comme « le chef » de l'Église catholique, à l'encontre de l'Évangile.

Il est essentiel que l'Église retrouve, dans ses pratiques, la dignité et responsabilité de l'ensemble des baptisés. Avec un rôle indispensable d'animaatrices et d'animateurs de communautés, dans tous les (nombreux) cas où cela s'indique, mais en reconnaissant que c'est l'Église entière qui bénéficie du souffle de l'Esprit, l'Église entière qui jouit de l'infaillibilité dans sa quête, l'Église entière qui est appelée à construire le Royaume. En attendant de pouvoir pratiquer cette humilité et cette confiance (dans l'Esprit!) et de pouvoir œuvrer en communion avec les laïcs, la priorité sera, pour le magistère, de renoncer à l'orgueil d'une omniscience inspirée dont elle ne saurait, évangéliquement, revendiquer l'exclusivité.

MORALISME

Contre une naïveté laïque⁶, on proclamera la légitimité d'un message moral chrétien, donc d'une intervention du magistère en ces matières. Nous croyons en un Dieu qui met l'homme au centre de Sa création et lui confère une dignité à nulle autre pareille : « créés créateurs » (Adolphe Gesché), images de Dieu, dignes de l'Incarnation, appelés à construire le Royaume et à rejoindre Dieu. Voilà qui n'est pas sans conséquences morales ! Une telle dignité oblige et il est juste que le magistère s'en préoccupe.

Mais cet homme fait à l'image et ressemblance de Dieu est libre et responsable de son discernement moral, dans le concret des situations singulières et forcément ambiguës qu'il vit et dont il peut, seul, prendre la mesure. Seul à décider, on lui demandera de se déterminer avec une conscience « informée et formée », par un discernement qu'il fera avec d'autres, en Église — une cellule d'Église que le magistère contribuera à éclairer sans la déterminer. Il s'agit de *se* déterminer, pas d'obéir sans conviction intime : « L'homme doit suivre sa conscience, même quand elle se trompe », nous dit saint Thomas d'Aquin. Cela nous met loin du « troupeau docile » des pasteurs de Pie X — mais pas loin d'une Congrégation pour la doctrine de la foi qui continue imperturbablement à imposer et interdire dans l'absolu : voyez les « maux intrinsèques » qu'elle prétend soustraire à notre discernement. Les critiques fusent de toutes parts, et elles sont souvent fondées, mais Rome les refuse toutes et totalement. Le résultat est que les « fidèles » ignorent de plus en plus superbement des instructions et mandements qu'ils jugent désincarnés — un comble pour le christianisme !

⁶ Le soupçon régnant en ces matières, je précise que j'aperçois une réelle et sincère difficulté des laïques à comprendre que pour le croyant, la foi a une portée éthique, aussi collective, et que les Églises ont une compétence éthique qui peut, lorsque la dignité humaine est en cause, s'adresser aux non-chrétiens. Tout le monde se félicite lorsque l'Église fait jouer son « autorité morale » à l'encontre de dictateurs ou d'opresseurs, même en monde non chrétien ; cette autorité n'est pas moindre lorsqu'elle dérange — ce qui n'entraîne pas que l'on approuve toutes les positions de la hiérarchie.

Il est essentiel que la liberté et la responsabilité des baptisés soient pleinement reconnues, dans le monde mais aussi dans l'Église. Il est urgent que le magistère, que son rôle prophétique conduit à dénoncer et à annoncer, condamne moins et proclame davantage. Le but de la pastorale n'est pas d'être (intellectuellement) crédible, mais si elle n'est pas crédible, elle est vaine — et en matière morale, l'Église officielle n'est plus crédible, puisqu'elle n'est plus crue, même de ses fidèles. Je crains qu'ici la première recommandation doive être que la hiérarchie parle moins...

JURIDISME

L'Église, comme toute organisation humaine, a besoin de règles, de procédures et de pouvoirs. Mais le droit est au service d'une philosophie sociale, qui l'oriente. Le droit canon et, à fortiori, la codification des sacrements et des rites doivent être ordonnés en fonction de la nature et de la mission de l'Église. C'est bien ce qui est voulu, mais dans la pratique, les catégories juridiques tendent à dominer, même en matières de doctrine⁷. La chose est manifeste lorsqu'il s'agit de la doctrine concernant les sacrements ; la hiérarchie utilise largement les concepts de « valide » et « invalide », tributaires de conditions de forme et qui nous éloignent d'une religion célébrée et vécue en esprit et en vérité. Le biais apparaît aussi dans la prééminence de la doctrine et de la jurisprudence sur les Écritures — de la lettre sur l'esprit : j'en ai parlé. Et en matière disciplinaire, dans les références au caractère sacré du décideur : les jugements romains les plus strictement humains sont revêtus du sceau de l'autorité sacrée.

L'abus du sacré mériterait, au demeurant, un « isme » à part — mais sa portée est, de fait, juridique. « Un usage redondant et constant du mot "sacré" et de ses dérivés n'est pas innocent : la sacralisation des lieux, des fonctions, des objets a pour effet de les rendre intangibles, reliés spécialement au divin, chargés d'une aura qui les entoure de mystère et donc dignes d'un infini respect. Plus particulièrement, la sacralisation aboutit, de manière subtile, à séparer du monde ordinaire une catégorie de personnes, une caste de fonctionnaires députés au maniement du sacré et pour ce motif dotés de privilèges ; par là se construit et se préserve une forme de pouvoir qui leur est exclusivement réservé⁸. »

Quelquefois justifiée, la référence au droit et au sacré contredit trop souvent l'appel évangélique à vivre un Esprit qui a mis son temple en nous et parmi nous. Il est essentiel que l'Église officielle, en dépit de ses responsabilités, apprenne à « régner sans gouverner » dans tout ce qui n'est pas le dépôt de la foi et le sens éthique fondamental qui en dérive. Conversion aussi difficile que crucialement évangélique, imaginable seulement à long terme mais que la hiérarchie veillera au moins à préparer en soumettant sa compétence canonique et disciplinaire à l'Esprit de charité, plutôt qu'à la rigueur

⁷ Ce paragraphe s'inspire directement du document mentionné en note 3.

⁸ Extrait du document mentionné en note 3.

juridique. Si déjà ses accusés bénéficiaient des droits de la défense en usage dans nos sociétés civiles...

ENVOI

Le jeu sur les désinences en « isme » est peut-être parlant, mais ne sacrifie-t-il pas à la rhétorique? Il me semble, au contraire, qu'il est révélateur du biais — clairement post-tridentin — qui fonde l'ensemble de ces traits: *l'Église catholique romaine constitue un système*. Et pas seulement *de facto*, par les relations qu'elle tisse, la cohérence doctrinale qu'elle recherche ou l'organisation humaine qu'elle se donne — toutes choses aussi inévitables que nécessaires. Elle l'est parce qu'elle s'est construite consciemment et volontairement comme un système, en lui soumettant la vie profonde de chrétiens censément libres dans l'Esprit, et au risque de brider leur élan.

« Le christianisme n'est pas une religion », écrivait l'historien roumain des religions Mircea Eliade. Il est foi vivante, vécue en communauté à la suite du Christ.

Le catholicisme, lui, est une religion, car l'homme a besoin de rites, de règles, d'organisation et donc d'autorité. Si le catholicisme se veut une religion chrétienne — et il se prétend *la* religion chrétienne! —, il doit respecter l'esprit du christianisme. Il faut lancer aux hiérarques romains l'apostrophe de Jean-Paul II: « N'ayez pas peur. » Car, c'est le sentiment qui me domine quand je les observe, ils ont peur: peur de la liberté des enfants de Dieu — et donc peur de l'Esprit d'invention qui souffle sur une Église devenue minoritaire mais toujours volontaire.

On ne construit pas l'avenir comme un système, comme une forteresse, ou comme un catéchisme. Il dépend des libertés. À fortiori le Royaume. Pour une humanité qui, si bien intentionnée soit-elle, est toujours en recherche, en débat et en conflit, l'Église doit être le véhicule de l'Esprit et pas une structure qui l'en sépare au prétexte de l'y relier. Ce que je réclame ici, après et avec tant d'autres, n'a pas d'autre but. Et si une telle conversion prend nécessairement du temps, on y verra une bonne raison pour commencer tout de suite.

Paul Löwenthal

Paul Löwenthal est président du C.I.L., Conseil interdiocésain des laïcs catholiques de Wallonie et de Bruxelles. Il s'exprime ici à titre personnel, et il le fait en tant que catholique, « de l'intérieur » de l'Église.